



Communiqué intersyndical des organisations
de la fonction publique territoriale

Projet de loi de finances : La fonction publique territoriale ne doit pas payer la crise !

Les organisations syndicales de la fonction publique territoriale CGT- CFDT-FO-UNSA-FAFPT-FSU-CFTC-SUD CT, réunies le 16 octobre 2024, dénoncent le plan d'austérité prévu notamment pour les collectivités territoriales par le projet de loi de finances 2025. Ce programme d'austérité se traduira par la remise en cause de politiques publiques territoriales au détriment des populations mais aussi par l'amplification des mesures contre les agents territoriaux (statut, rémunération, précarité).

En effet, les collectivités subissent un coup de rabot de plus de 5 milliards d'euros (soit 20% de la DGF et seulement 3% des aides aux entreprises), alors même que la population et les besoins augmentent. Les collectivités portent un grand nombre de politiques de solidarité et jouent un rôle essentiel dans la cohésion sociale et le maillage des territoires, en particulier ruraux.

Cette baisse drastique et intenable de leurs moyens est évidemment à mettre en regard des préconisations de la Cour des Comptes qui envisage 100 000 suppressions de postes en 5 ans. A cela il convient d'ajouter les différentes annonces sur les congés maladie, le temps de travail, la suppression de l'établissement CNFPT.

Le service public local va de nouveau subir un choc qui le mettra sous tension. Les populations les plus précaires, celles qui ont le plus besoin du service public, seront les plus exposées aux conséquences de cette politique austéraitrice. L'ensemble de nos concitoyens va voir son accès réduit aux services publics.

L'austérité au service d'une politique libérale aggrave les tensions sociales et fait le jeu de celles et ceux qui veulent diviser le monde du travail, pour préserver un modèle économique injuste d'un point de vue social et écologique.

Les organisations réunies le 16 octobre ont fait le constat qu'un certain nombre de lignes rouges ont été franchies. Il est nécessaire, pour répondre aux besoins sociaux, de consacrer des moyens conséquents pour les services publics territoriaux.

Il faut pouvoir retrouver un service public fort, accessible partout sur le territoire répondant aux besoins de la population en redonnant des moyens, en protégeant les agents de la fonction publique territoriale, en renforçant leur statut, en augmentant les salaires et en améliorant le déroulement des carrières.

Dès aujourd'hui, l'intersyndicale appelle les personnels à faire front pour un tout autre projet pour le service public de proximité. Le plan d'austérité ne doit pas se faire au détriment des services publics et des agents qui le font vivre.

Les organisations syndicales signataires vous invitent à une conférence de presse le mardi 29 octobre à 11h dans la salle de presse CGT au 263 rue de Paris à Montreuil.

Paris, le 23 octobre 2024